

Chapitre I

OFFENSIVE D'IRAN

C) LES FRONTIERES DE L'IRAN

1) A BAS LES FRONTIERES !

La frontière est le principe de l'Etat, comme toute limite est le principe de la chose qu'elle limite.

Dans les temps appelés antiques, la frontière marque la limite dans l'espace, de cette forme nouvelle d'aliénation qu'est l'Etat. Elle est donc la défense des lois écrites contre les coutumes, la défense du troupeau contre le chasseur pillleur, la borne qui protège l'histoire de la préhistoire, si l'histoire est bien l'histoire de l'aliénation.

Dans l'Etat moderne, qui recouvre la planète, la frontière d'Etat est toujours double : elle est frontière de deux Etats. Contrairement aux sauvages primitifs qui en sont les ancêtres, les sauvages modernes sont les enfants de l'Etat. Ils sont nés, ils chassent et ils pillent à l'intérieur de la frontière. Et quand ils l'attaquent, ce n'est pas pour rentrer dans l'Etat, c'est pour en sortir. Le Limes et la muraille de Chine, n'interdisant que l'entrée, ne sont que la lointaine origine du mur de Berlin, qui interdit la sortie, et des deux côtés. La frontière défend toujours le troupeau de l'Etat contre la subjectivité carnassière, mais à l'inverse de l'époque de sa naissance, c'est elle qui représente aujourd'hui la vieillesse, la préhistoire. Comme le barbelé entre deux champs, la frontière défend encore la propriété privée contre sa turbulente fondatrice, la marchandise, qui lamine chaque jour davantage ce corset, qui, après avoir protégé sa croissance pendant des siècles, en est l'entrave. La frontière défend les liens du sang et de la terre contre l'esprit, ce vent de l'histoire, qui en se levant se retourne contre ce qui l'a semé.

Voici l'ordre de passage aux frontières : le gueux y est fouillé, insulté, arrêté, refoulé ; la marchandise (ou le touriste, c'est la même chose) y passe en force, en nombre et en ennemi, sans conscience, mais avec des effets incalculables, si bien que quelques valets, pour faciliter la circulation, proposent l'abolition de quelques douanes (nom de la frontière pour marchandises). D'autres, plus proches des préoccupations de police, arrivent parfois, pour un temps, à bloquer massivement la marchandise sur une frontière ; les valets de la marchandise et de l'ambiance, cadres, marchands, vedettes, profitent de l'empire de leur maîtresse et de leurs ressemblance et connivence avec les valets d'Etat, pour n'être que très peu retenus aux frontières ; et les valets d'Etat, par convention entre tous les Etats, traversent les frontières sans contrôle. C'est peu dire que la frontière moderne est un long et double barrage de police. Sa défense est encore la justification principale de l'existence d'une armée. En effet, lorsqu'une insurrection dissout la police des villes, l'armée, vaste police de réserve, plus puissante et moins mobile, défend la frontière contre les seuls ennemis qu'elle a. Car quand deux armées s'affrontent, elles ne cherchent qu'à discuter son tracé, qu'à confirmer la frontière. Aucune insurrection n'a encore dépassé aucune frontière. Mais en dépasser une seule, c'est les dépasser toutes.

Voici enfin le premier secret d'Etat : la frontière est la limite de l'Etat. Cette lapalissade signifie en vérité : sans frontière pas d'Etat. Voilà qui ruine singulièrement cette croyance très répandue d'un Etat mondial, sorte de paradis de la félicité publique, où se côtoient l'Etat et l'éternité, dans un avenir proche certainement, mais qui risque bien d'être pour nos enfants seulement. Témoins de l'étendue de ce mirage, le nombre de romans de science-fiction qui commencent par cet aboutissement, et dont la plupart, d'ailleurs, s'empressent de reculer les frontières dans les étoiles, faisant combattre la terre contre d'autres planètes ou galaxies, sur le même mode que des petits fiefs moyenâgeux, futurisant simplement panoplie et décor. L'Etat est une division de la société. Et c'est une division divisée. L'Etat, c'est plusieurs Etats. La frontière n'est pas que la fin de l'Etat, elle est aussi son début. C'est en délimitant le territoire, qu'on accomplit la première mesure de police, qu'on fonde l'Etat. Aussi, depuis le début du siècle, au contraire d'une unification de tous les Etats du monde, rien que dans la vieille Europe, le nombre des Etats a doublé. Et ceci sans parler des prétentions récentes à ériger en Etats indépendants des provinces, par mouvements dits de libération interposés.

C'est la guerre. La frontière est une position retranchée ennemie, qui tant qu'elle n'est pas détruite, mitraille contre le cours de l'histoire.

2) LES FRONTIERES GEOGRAPHIQUES DE LA REVOLUTION IRANIENNE

Il y a de l'abus à dire "révolution iranienne" pour désigner la révolution qui a eu lieu sur le territoire de l'Etat d'Iran. En dehors de cette identité géographique, cette révolution n'avait rien de particulièrement iranien. D'ailleurs, l'Iran, comme l'a démontré l'effondrement de l'Etat en 1979, n'est rien qu'un Etat. En donnant ainsi le nom d'un Etat à une révolution, on cautionne des contresens comme "Etat révolutionnaire" ou des absurdités comme l'identité entre nationalisme et révolution. Si, en dépit de son impropriété, je maintiens quand même cette dénomination, c'est parce qu'elle est simple, et que plus qu'aucune autre elle évoque à tous ses contemporains les multiples et fortes images de l'hiver 1978-79, qu'aucune police n'a eu la présence d'esprit de censurer.

La révolution iranienne, donc, s'est faite à Téhéran ; puis dans d'autres villes. Les campagnes et les provinces n'ont que suivi, puis subi. Une des premières révélations de ce mouvement c'est la distance de la province à la capitale. Tant que le Shâh faisait l'unité de la révolte, celle des villes et des provinces paraît identique. Mais en 1979, toutes les provinces frontalières de cet hybride Iran sont en rébellion, mais sans aucune unité avec les gueux de Téhéran, ni même entre elles, si ce n'est qu'ils sont tous confrontés à la même police. Ainsi donc, l'agitation dans ces régions, ignorante des gueux de Téhéran et opposée aux effets de la leur, va constituer le premier sas de la révolution iranienne.

Hors d'Iran, il est nécessaire d'assigner une frontière à la révolution iranienne, afin qu'elle ne s'étende pas au monde. Et la frontière d'Etat, double barrage contre les idées en paix sociale, affaiblie, puis renforcée avec ostentation en guerre sociale, véhicule

alors toute l'excitation et l'énervement qu'elle est chargée de contenir. C'est pourquoi, bien au-delà de la frontière de l'Etat iranien, la secousse, l'ambiance de la révolution iranienne, est ressentie directement dans le questionnement et la fiébrilité soudains des pauvres de provinces et même d'Etats entiers.

Ainsi, la "révolution iranienne" aura accompli cet amusant prodige de transformer une ligne imaginaire et autoritairement gardée, en une surface, une série de marches d'Empire, de part et d'autre de cette ligne. Aiguillonnées directement par l'orage dont l'épicentre est Téhéran, et dont leurs chefs-lieux attirent la foudre comme des paratonnerres, les provinces frontalières iraniennes beuglent et s'émeuvent contre cet orage même ; et cette agitation où l'espoir et l'inquiétude se rencontrent pour le meilleur et pour le pire, fait partager cette ambiance intermédiaire entre la guerre et la paix à tout un troupeau de contrées tout autour de l'Iran. Ennemis de toutes les frontières, vous apprécierez les grotesques problèmes de contrôle qu'ont eu toutes les polices à dominer ce marais ; mais vous n'oublierez pas qu'il est aussi marais pour les assiégés, qui, s'ils ont eu le mérite d'y attirer un nombre non négligeable de valets, y ont aussi perdu des leurs, et n'ont jamais su le franchir pour en sortir.

3) PROVINCES ET ETATS FRONTALIERS

Au sud, la frontière de l'Iran est identique à la frontière de la révolution iranienne : elle est composée, d'ouest en est, du golfe Persique, du détroit d'Ormuz et du golfe d'Oman, que de la mer. Une mer interdit encore aux pauvres des deux rives tout dialogue direct.

La frontière orientale est séparée en deux parties : au sud, elle traverse la province du Baloutchistan, dont l'ouest fait partie de l'Iran et l'est du Pakistan. Au nord, côté iranien, se trouve la province du Khorasan et à l'est de la frontière d'Etat, l'Afghanistan. L'Afghanistan

est donc pris entre l'Iran à l'ouest et le Pakistan à l'est, qui se rejoignent dans le Baloutchistan au sud et l'URSS au nord.

L'URSS n'est pas que la frontière nord de l'Afghanistan, elle est aussi toute la frontière nord de l'Iran. Le tiers central de cette frontière nord la coupe en deux aussi sûrement que sa frontière sud divise l'Iran du monde, parce qu'il s'agit également d'une mer, la mer Caspienne. Au nord-est, le Turkménistan, au nord-ouest, l'Azerbaïdjan s'étendent sur les deux Etats. Chacune de ces deux régions est une République Socialiste en URSS, mais alors que l'Azerbaïdjan est une province en Iran, les Turkmènes y sont répartis entre les deux provinces du Khorasan, au nord-est, et du Mâzandarân, qui borde la Caspienne par le sud.

La frontière occidentale se divise également en trois. Le tiers nord est la frontière avec la Turquie ; de part et d'autre de cette frontière, ainsi que du tiers médian, entre l'Iran et l'Irak, commence le Kurdistan, région qui s'enfonce au nord et au sud, tout au long de la frontière turco-irakienne, jusqu'en Syrie ; le tiers méridional oppose à l'est le Khouzistan, la province arabe d'Iran, et à l'ouest, l'Irak.

Les pauvres de toutes les provinces iraniennes se sont révoltés contre le Shâh ; mais moins vite dans certaines que dans d'autres, moins vite dans les villages que dans les villes, et moins fort dans les villes qu'à Téhéran. Ces différents décalages ne parurent en tant que tels qu'après la chute du Shâh. Ces provinces, à la fois secouées par leur propre mouvement et subissant le contre-coup de celui de Téhéran, le critiquent alors, en lui empruntant son ton, ses manières et ses armes. C'est que l'autorité du nouveau gouvernement n'arrive pas dans ces zones reculées où le charisme de Khomeyni même est concurrencé par celui des notoriétés locales. Après avoir suivi le mouvement comme le prêt à porter la haute couture, ces provinces cherchent maintenant à s'en détacher, et en tant que provinces. Partout, des petits chefs autonomistes ou indépendantistes flairent la bonne soupe. Ce ne sont pas des Vendées, en ce sens que nul ne se bat pour le retour des Pahlavi. Mais ce sont des Vendées en ce sens que partout on se bat contre la nouvelle autorité centrale, arrière-garde caricaturale et brutale du puissant mouvement dont le coeur bat à Téhéran. De violents et spectaculaires débats entre petits chefs de province et petits chefs d'Etat, vont bientôt brouiller les ondes entre les pauvres de Téhéran et ceux d'Iran, jusqu'à ce que ces intermédiaires tentent de les lancer les uns contre les autres. Tous pauvres, et pauvres en jeu, leur

différence est celle-ci : les premiers le savent ou le devinent déjà, les seconds, non. Les premiers ont entrevu la chute du mensonge, de l'Etat, du travail, de la baise, du peuple, de la terre et de l'immobilité du temps, et c'était le moment de l'espoir suprême ; les seconds ont entrevu la même chose, mais c'était le moment de l'angoisse suprême. Les premiers préfigurent l'humanité de demain, les seconds sont des bouseux d'antan déteints.

Dans les Etats qui encerclent l'Iran, les pauvres ne captent pas mieux ces nouveaux débats publics que dans les provinces qui encerclent Téhéran. Les valets de ces Etats y sont plus puissants quoique moins populaires, parce qu'ils ont des polices plus développées, que les valets de ces provinces. Ils divisent donc avec encore plus d'efficacité leurs propres pauvres de ceux d'Iran. Ces pauvres n'ont pas non plus la lutte contre le Shâh comme terrain d'entente. Mais ça ne leur est donc pas non plus une fin. Et l'exemple iranien y avive d'autres prétextes. Ils ont la même haine contre tout ce dont le Shâh n'est que l'image dont les contours sont ceux de leurs propres chefs d'Etat. Même dans le miroir déformant de l'information ennemie, ils reconnaissent, dans celle si voisine de Téhéran, leur propre colère contre ce monde immobile qui ne change que contre eux. Car comme Téhéran est le tremplin du monde pour les gueux d'Iran, les gueux des Etats voisins, contrairement aux pauvres de provinces à la lisière de l'histoire, ont leurs trous de serrure vers le monde. Et, comme ce monde en fait l'expérience, ce ne sont pas les apprentis serruriers qui leur manquent.

4) FRONTIERE ORIENTALE

a) Baloutchistan (Baluchestân)

Le Baloutchistan est une région de montagnes, de vallées encaissées et de déserts. Ses habitants sont nomades depuis les Mongols. Leurs rares bourgs ne sont pas toujours reliés par des routes.

Sur 1 500 kilomètres entre le détroit d'Ormuz et l'Indus, ce gigantesque tampon pelé a séparé sur le terrain les révoltés de Karachi en 1977 et ceux de Téhéran en 1978. Pourtant, le 3 avril 1979, on signale des affrontements à Zâhedân (dans le Sistan voisin), et le 6, d'autres "rumeurs de troubles sanglants" dans cette région. Comme de si loin du monde et de l'histoire on ne peut avoir guère plus que des rumeurs, comme ces rares bédouins ne se sont pas autrement manifestés (à l'exception, peut-être, de ce lointain écho, début octobre, toujours à Zâhedân, où une élection municipale aurait fait 7 blessés), il est impossible de même conjecturer sur la cause, le but, les suites et l'étendue de ces "troubles sanglants". Mais ils sont à signaler dans l'histoire, parce qu'en rapport direct avec les gueux d'Iran, sinon avec ceux du Pakistan.

b) Pakistan

L'Etat voisin apparemment le plus accessible à la grande marée montante iranienne, s'est trouvé dans un mouvement de reflux, paradoxe qui souligne la puissance des frontières contre l'impuissance des gueux à se fédérer. En mars 1978, après la condamnation à mort de Bhutto, l'Etat pakistanais apparaissait comme ayant différé sa ruine, qu'une minuscule étincelle aurait consommée dans une série d'explosions dont toute l'année 1977 n'aurait été que la meurtrière aspiration. Comment les grandes flammes iraniennes, si proches au-delà du Baloutchistan, n'ont-elles pas même réchauffé un mouvement si ressemblant par sa générosité, sa fougue et sa ténacité, qui était encore incandescent ? La première raison est l'humeur si brusque des révoltes, qui dans un monde en trompe-l'oeil, se jouent des dispositifs, des mécanismes et des sciences positives, avec la liberté majestueuse du caprice. Les plus furieux, soudain électrisés, sont aussi soudain désabusés. Pendant qu'insensiblement la joie est devenue de la hargne et le courage de l'obstination, au bout d'une imperceptible usure, l'ardeur tombe soudain. Le gros des valets, l'origine de sa peur évanouie, feint de n'en avoir jamais eue. Les fossoyeurs se mettent alors au travail. Un linceul est jeté sur le lieu du crime. Et le souffle encore vivant d'un passé si présent est attaqué par l'art de la récupération, qui fige, transforme des idées en statues, des mouvements en oubli et en légende, en quelque chose de satisfait, de devenu, de privé de vie. La seconde raison de l'échec de la jonction du

mouvement pakistanais de 1977 et du mouvement iranien de 1978, fut ainsi l'habileté des ennemis de cette jonction, au Pakistan, avec à leur tête le général Zia Ul Haq, général d'aussi peu de principes qu'il en a affiché beaucoup, représentant-type de cette nouvelle race de dirigeants, malins, sans scrupules, qui sont nés au milieu de l'adversité, et qui sont prêts, comme les voyous d'en face, à mourir sur place. Ce qui Mengistu a de grossier, nous voyons Zia le raffiner, et ce que Zia a de grossier, nous le verrons raffiné par Jaruzelski.

Les gueux du Pakistan avaient prouvé leur force en faisant tomber Bhutto. Faire tomber Zia aurait d'abord ramené Bhutto, qu'il était bien peu grisant de défendre. Dans ce peu de marge, Zia manoeuvrait avec astuce et célérité : il opposait la révolte à la religion (à laquelle il donne alors les traits de l'Etat), Bhutto à l'Islam (auquel il donne alors ses propres traits). Avec un pas d'avance sur les récupérateurs d'Iran, qui en apprirent beaucoup, il contrait et divisait les pauvres lentement désorientés, abusés et lassés, du Pakistan, qui eurent rapidement deux pas de retard sur ceux d'Iran, auxquels, par le jeu de miroirs cassés de divisions seulement religieuses, ils semblèrent et se crurent finalement opposés. Ainsi en juillet 1978, Zia forme un gouvernement qui s'affiche d'abord islamique, ce qui, par le biais d'un de ses composants, la Ligue Islamique, entraîne le PNA, et la confusion dans le parti de la rue : seul le PPP maintenant s'use encore sur le pavé ; l'amalgame entre ce sigle de la corruption et la foule anonyme est aussitôt proclamé : les 8 (jour du Vendredi Noir) et 17 septembre 1978, à Karachi et Rawalpindi, le 2 octobre à Lahore et Hyderabad, le 4 octobre à Multan, Zia laisse passer cette colère appauvrie et partisane. Quelques milliers d'arrestations précèdent le rejet d'appel de Bhutto le 6 février 1979, alors que le 10 (au début de la semaine d'insurrection à Téhéran) la shari'a islamique est introduite dans toute sa rigueur, entraînant le murmure du tiers shi'ite de la population à cause d'un impôt sunnite sur la richesse : on voit vers quelles basses-fosses le murmure est dévié, et comment la division est préparée et entretenue avec l'Iran. Le 4 avril 1979, Bhutto est pendu dans la prison de Rawalpindi. Les 4, 5, 6 et 7, des émeutes dans toutes les grandes villes du Pakistan sont la dernière grande colère des gueux, indignés qu'on ait pu agir sans leur bon vouloir, eux qui, il y a deux ans encore, défaisaient des gouvernements en corrigeant leurs polices. A Lahore, où le tiers de la ville est tenu par les barricadiers, et le commissariat central attaqué et détruit, la corde de la prison de Rawalpindi est déjà autour du cou de Zia. Mais, dans la perte de leur ennemi de toujours, Bhutto, et dans les vociférations de son clan, qui

ressemblent tant à leurs propres cris sincères, les pauvres du Pakistan, opposés au bâton de leur propre religion, ont perdu leur âme. La campagne électorale, où Bhutto devient martyr public, est annulée le 16 octobre, 18 jours avant l'élection promise. C'est le vert très pâle de son Islam, sa solennité plutôt que sa colère, sa tiédeur plutôt que sa violence qui ont fait de cette campagne la dernière d'une guerre. La lassitude, la versatilité et le manque de perspective (qui est toujours le manque de théorie) ont enfin permis au fourbe Zia de désamorcer la poudrière sur laquelle il est resté assis.

c) Afghanistan

Vu dans la perspective cavalière qui va de l'Iran au Pakistan par le Baloutchistan et revient en longeant la frontière russe, l'Afghanistan passe pour un bloc compact et homogène. Mais dès qu'on approche la loupe se vérifie cette règle de tous les Etats du monde, si contraire à leur propre légitimité à laquelle toutes leurs propagandes tiennent tant : c'est une mosaïque d'ethnies, de langues, de groupes sociaux, de religions. L'unité fortuite, aussi récente qu'éphémère, n'y est pas un peuple, dans la vieille acception de tribu, de lien du sang, mais un drapeau, au sens moderne d'une police, d'une armée, d'une frontière. Dans la turbulente formation des Etats modernes, l'Afghanistan a été taillé et cousu en raison de son aridité, pas seulement climatique, qui l'a fait plus souvent contourner qu'envahir.

En Afghanistan il n'y a pas de pauvres *modernes*. La marchandise n'a pas encore colonisé ces vallées encaissées et peu peuplées au point de leur donner des pilliers de supermarchés et des foules d'anonymes psychopathes. Des chefs-lieux et marchés antiques qui ignorent encore tout d'une banlieue couronnent toujours ces paysages pour nomades et néo-aventuriers solitaires. Trop au début de la clameur iranienne pour qu'il soit possible de relier les deux événements, un coup d'Etat militaire, le 27 avril 1978, renverse le président Daud, qui avait lui-même renversé la monarchie en 1973, et porte à la direction de l'Etat le Parti Démocratique du Peuple, stalinien pro-russe. Ce PDP était partagé en deux fractions rivales, le Khalq (les masses, le peuple) et le Parcham (le drapeau). Le Parcham soutint Daud contre le Khalq jusqu'en 1977, mais soit que cette tendance-girouette sentit le vent tourner, soit qu'elle en reçut l'ordre,

elle rejoignit alors sa soeur ennemie dans l'opposition. Le gouvernement russe, qui n'a jamais craint de soutenir le gouvernement d'un pays contre le parti stalinien qu'il y cautionne, ne faisait plus confiance au régime de Daud, face aux menaçantes vagues pakistanaïses, si elles venaient à déborder en direction de Kaboul, qui est aussi la direction des républiques musulmanes du sud de l'URSS. Et plutôt que d'affronter le problème à Alma-Ata ou Tachkent, il préférait l'anéantir dans ces sortes de petites fortifications avancées que constituaient à ses yeux Kaboul ou Kandahar. Mais déjà le coup d'avril, que l'insolence et l'ignominie des deux tendances staliniennes coalisées baptisa révolution, préfigura, par le nombre d'oeufs cassés, la maladresse de ces faiseurs d'omelette : 72 morts selon ce nouveau gouvernement, 4 000 selon les rescapés de l'ancien. Les vieilles hiérarchies tribales, aussitôt bousculées par toutes les réformes si nécessaires à la gestion rationnelle d'un Etat policier moderne, maugréent d'entrée. Grotesque spectacle que l'imposante pesanteur du matérialisme, rompant soudain, à coup d'alphabétisation pour lire quoi, ou de sempiternelle réforme agraire pour libérer qui, la glaciation historique des pauvres d'Afghanistan. Très vite, une rébellion, puis une guérilla, enfin une sorte de guerre civile d'arrière-garde commencent : d'un côté les tribus musulmanes, égarées dans des déserts où elle transhument depuis les Mongols ; de l'autre, le gouvernement russe et ses valets locaux, appliqués à séparer les Kirguises et Turkmènes russes du Pakistan, puis de l'Iran, avec son doigté patibulaire. Mais comme aussi bien les chefs de la rébellion que ceux du PDP se trompent sur ce qui se passe au Pakistan et se dépasse en Iran, ils se divisent, se guerroient et se purgent entre eux, grossissant sans retour leurs hostilités d'un autre temps.

Commence alors la révolte de Herat, qu'il serait injuste autant qu'absurde de ranger, à l'instar des afghanistanologues, en l'une des premières aspérités, plutôt vite oubliée, du grand mur d'escalade politique et humain en haut duquel ils prétendent nous guider. Car l'Afghanistan a servi à pleurer et à s'indigner beaucoup, mais quelques mois plus tard seulement. Herat est la troisième ville du pays. Depuis que l'Afghanistan est Etat, la révolte de Herat est la seule urbaine, donc la seule moderne. On comprend que l'effroi des informateurs devant cette brève et fulgurante iranisation se soit transformé en mutisme ou en contradictions. On comprend aussi qu'opposition officielle et gouvernement, et à leur suite, journalistes et écrivains des deux camps, ont voulu transformer, tacitement d'accord, cette révolte en complot, en "coup" monté. Car là où l'ennemi parle de révolution,

comme pour avril 1978 à Kaboul, il s'agit presque toujours de "coup" d'Etat, et là où l'ennemi parle de coup, il s'agit presque toujours de révolution. Cet événement, qui commence un mois après la chute de Bakhtiyâr, et se termine 10 jours avant l'exécution de Bhutto, a été, comme le dénonçaient les staliniens afghans, une offensive iranienne ; mais pas, comme le voudrait cette propagande aussi paranoïaque qu'improbable, une offensive de l'Etat iranien, dont des militaires auraient franchi la frontière sous le déguisement de paysans afghans expulsés. Quel roman ! En mars 1979, alors qu'on se bat encore dans les rues de Téhéran, il n'y a plus d'Etat iranien simplement en mesure d'exécuter une aussi absurde expédition militaire dans un Etat voisin. Et l'appel de Shari'atmadari, le 16 mars, à tous les musulmans du monde pour soutenir les rebelles d'Afghanistan, n'a pas provoqué la révolte de Herat, comme il a été dit, puisque l'insurrection commence vraisemblablement le 12, et au plus tard le 15, mais bien plutôt la première tentative d'un orfèvre en la matière pour récupérer ce qui n'était déjà plus étouffable. La revendication de la résistance officielle afghane paraît au moins aussi usurpée. Pourquoi aurait-elle, contrairement à toutes ses habitudes, lancé un tel mouvement dans une ville ? Et dans ce cas pourquoi pas à Kaboul ? Comment ne pas penser que les chefs de la résistance, dont le QG est au Pakistan, donc à l'autre bout du pays, ont été débordés par les gueux de Herat, comme cela s'est produit systématiquement au Pakistan et en Iran ? L'exemple de Mashhad, qui est plus près de Herat que de Téhéran et que Herat de Kaboul, n'a pas cessé de traverser la frontière depuis six mois. Pour l'ennemi une idée ne peut pas traverser une frontière toute seule sous forme de chose ou à dos d'inconscient. C'est pourquoi la circulation des idées ne figure jamais dans ses analyses, dans ses justifications. Mais la police des idées, quand elle ferme parfois hermétiquement une frontière, sait de quoi je parle : un virus de la subversion n'a pas été décelé par la douane, a contaminé Herat (où les staliniens l'affublent de l'allégorie de paysans déguisés en militaires), on doit donc décréter la quarantaine.

Le 5 mars 1979, le gouverneur de la ville est blessé dans un attentat. Le 12, des combats ont lieu dans la province, sans que les protagonistes ne soient discernables. Il semble que le 15, une manifestation dans la ville est rejointe par des paysans, parmi lesquels, probablement, des saisonniers afghans qui traversent la frontière iranienne et qui viennent de la refranchir dans l'autre sens, soit expulsés par la xénophobie ou les nouvelles autorités, soit parce que depuis la lutte contre le Shâh, le travail dans les champs commençait à

être délaissé. Les insurgés prennent la ville. Le 17, la garnison fusille les officiers qui lui donnent l'ordre d'attaquer la rébellion, et, au contraire, s'y joint. Le 18, alors qu'à Kaboul il est interdit aux Occidentaux de s'éloigner à plus de 60 km, sauf sur la route qui mène au Pakistan, l'Iran *ferme ses frontières*. L'URSS met en garde tous les pays contre une ingérence en Afghanistan, ce qui, traduit, veut dire qu'elle se charge de Herat, seule. Les combats, selon les chroniqueurs, cessent le 20, le 22 ou le 25. Aucun d'entre eux ne dit un mot sur l'organisation de la ville, donc du débat public, pendant 5 (du 15 au 20) ou 13 jours (du 12 au 25) d'autonomie. La seule chose, invérifiable, qui a frappé les imaginations est que parmi les étrangers présents dans la ville, les seuls Russes, civils et militaires, ont été à tel point torturés, que leur présence haïe a été présentée comme prétexte de l'insurrection. Le chiffre le plus courant est de 5 000 morts pour cette ville de 200 000 habitants, bombardée par l'aviation russe, et prise d'assaut sous le feu de l'artillerie afghane. Aucun Vendredi Noir en Iran n'est arrivé à pareil carnage. Même la Commune de Paris, dont la semaine sanglante hante nos manuels d'histoire, n'en déclare que le double, mais pour une ville neuf fois plus peuplée. Signalons pour illustrer le silence absolu qui accompagna cette répression, et lui garantit ses proportions, la présence en Afghanistan de Gérard Viratelle, envoyé spécial du journal "Le Monde", qui, du 20 au 22 mars, fit paraître trois articles de fond sur l'état général de ce pays sans un seul mot sur ce qui se passait au même moment à Herat !

La durée de l'insurrection, la quantité de morts, et ce silence absolu sont bien les signes les plus sûrs qu'à Herat, où plusieurs centaines d'officiels du régime ont péri, les chefs de l'opposition ne devaient guère en mener plus large, face aux émeutiers. Mais si Herat a été le point culminant de l'iranisation vers l'est, il faut aussi le considérer comme la défaite décisive de la révolution iranienne en Afghanistan. L'éternelle guérilla entre technocrates modernistes et patriarches tribaux qui a suivi, a pour première fonction d'empêcher un retour de Herat ; et pour seconde, de faire que cette charcuterie absurde et archaïque répugne tellement aux gueux d'Iran, du Pakistan et du sud de l'URSS, qu'ils ne songent pas à s'y fédérer.

Le 27 mars, "le grand leader", Taraki, perd son poste de chef du gouvernement au profit de son nouveau rival Amin (car les chefs du Parcham, après avoir été associés au coup d'Etat, sont depuis longtemps écartés ou arrêtés), qui s'il n'y gagne pas vraiment en pouvoir, avance d'un cran sur la scène. Le 5 août, une mutinerie à

Kaboul ferait 600 morts. Peshawar, au Pakistan, devient la capitale du flot grossissant de réfugiés, et Zia, qui a grand besoin de détourner l'attention, se plaint de l'indifférence des adversaires spectaculaires de l'URSS. Le 18 août, Amin reconnaît entre 1 000 et 1 500 "conseillers" soviétiques dans son pays, chiffre que les Occidentaux multiplient allègrement par 3, 4 ou 5. Enfin, signe qu'une certaine modernité s'est insinuée dans les mises en scène afghanes, les Russes y montent, à la mi-septembre, un western à la Mengistu. Taraki rentre de La Havane pour arrêter Amin. Amin lui tire dessus. Taraki est mort. Amin prend tous les pouvoirs. Les Russes haussent les épaules : entre Amin et Taraki, il y avait un "grand leader" de trop, peu importe lequel. Mais bientôt ils vont froncer les sourcils. Car Amin, c'est un Mengistu de trop.

5) FRONTIERE Russe

a) De la politique russe

Jeunes, ils ont tremblé devant Cronstadt et la Makhnovtchina ; puis ils ont rampé sous Staline ; ils ont comploté sous Khrouchtchev ; maintenant, ils sont vieux, Brejnev, Kossyguine, Gromyko. Ils aspirent à la retraite. Mais aucune retraite n'est sûre, pour ceux qui de Sylla n'ont que les méthodes sans l'éclat, et aucune retraite n'est possible, pour ceux qui ont fait tomber plus de têtes qu'ils n'en connaissent pour arriver en haut de la pyramide dont ils s'aperçoivent que c'est une roche Tarpéienne. Plus leurs derniers jours approchent, plus ils ont la hantise que ne les écourte cette jeunesse aux accents inintelligibles, qui ne respecte ni leur âge, ni les exploits d'intrigue et de brutalité qui les y ont amenés, ni Lénine, ni les traditions, ni l'avancement à l'ancienneté. Comme Charles VII s'est laissé mourir de faim pour que son fils, Louis, ne l'empoisonne pas, ce même Louis XI qui est mort reclus, obsédé par la même crainte, les séniles dirigeants russes ont consacré à la neutralisation de leur propre progéniture la priorité de leurs efforts. Toute la politique russe entre 1976 et 1982 ne

dépend de rien que de la dialectique entre cette peur inavouable et cette menace anonyme.

Ces vieux rentiers, qui au cours de leur carrière mouvementée ont appris comment amuser les pauvres, de grade inférieur, avec des images, et comment les paralyser avec des systèmes d'idées, n'ont plus l'ardeur des contre-attaques vigoureuses, comme il y a dix ans encore, à Prague. Chaque décision est un conclave, chaque conclave ressemble à un sanatorium : indécis autant que décrépits, c'est eux que la paralysie de l'idéologie a fini par gagner. D'un côté, l'usure de la guerre froide, la léthargie de la coexistence pacifique, le positivisme béat de la défense de la patrie du socialisme, de l'autre, l'agressivité américaine : voilà un sport télégénique, qui interdit de sortir après 10 heures du soir, et qu'il convient donc de privilégier, tant qu'il maintient, avec beaucoup de vodka, toute cette canaille sous le knout.

Mais voici qu'à l'étage en dessous, au Pakistan, puis en Iran, s'installent de bruyants voyous (jusque tard dans la nuit, lorsque tout honnête bureaucrate dort, des radios émettent vers le territoire soviétique depuis l'Azerbaïdjan et le Turkménistan ; et on a beau taper avec colère du balais, le bruit continue) qui, même, en Iran, squattent et ont chassé le propriétaire légitime. Qu'on était tranquille, avec le concierge américain, ce gros balaise avec ses chiens, qui certes rackettait toute la région, mais qui au moins garantissait l'ordre et dont la seule présence nécessitait, sans qu'on ait besoin de s'en justifier, la plus rigoureuse frontière ! Que va faire notre dernier propriétaire de cet immeuble en décrépitude, qui craint ses enfants du même âge ? Il va verrouiller sa porte, installer une alarme et un blindage, réunir les copropriétaires, exiger des rondes plus fréquentes dans le quartier, écouter aux portes, protéger son bien.

C'est pourquoi la hantise occidentale d'un impérialisme russe, quelque peu félin, se léchant les babines devant la mésaventure de l'administration Carter en Iran, prêt à bondir sur la révolution iranienne sans défense, paraît pour le moins abusive. Les dirigeants russes ont suffisamment sur leur compte d'épargne pour ne pas risquer ce coquet capital dans une mauvaise prise de bec avec des garnements qui viendront à la raison tous seuls, car ainsi va le monde. C'est la peur du crépuscule, la peur de sortir seul, la peur de ne pas voir la dernière marche de l'escalier. Elle s'accorde mal avec cette théorie des dominos, où, sournoise et cynique, l'URSS s'ouvrirait un "débouché sur les mers chaudes" pour anéantir l'Occident en s'emparant de

saint-pétrole. D'abord, je ne vois pas très bien en quoi la conquête de saint-pétrole par les Russes serait la fin de l'Occident : il faudrait bien que les Russes le revendent, ce saint-pétrole, et pas au-delà du prix du marché, s'ils ne veulent pas effondrer le marché, ce qui serait une catastrophe pour eux ; ensuite je ne vois pas très bien non plus, comment, ayant débouché sur ces célèbres mers chaudes, les Russes s'empareraient de tout saint-pétrole qui y circule ; et quelle espèce de puérile théorie, que celle des "dominos", où chaque Etat "tombe", "déstabilisé" à son tour, pareil au voisin, le rural et nomade Afghanistan (dont chacun craint que l'exploitation ne coûte plus qu'elle ne rapporte, et où le gouvernement russe s'est résigné à faire la police, à perte, pour Herater la révolution iranienne), mis à égalité avec l'urbain Iran, trois fois plus peuplé, et le Babel pakistanais, cinq fois plus peuplé ; enfin quand on a vu la modération et la maladresse qui ont forcé ces mêmes dirigeants russes à changer de camp au cours de la guerre de l'Ogaden, quand on voit avec quelles discrétion, timidité et méfiance ils soutiennent les Etats conquis par les mouvements de libération qu'il était bien plus sympathique, car bien moins risqué, d'aider alors, comme dans les colonies portugaises, quand on voit enfin la consternation, le silence puis l'embarras, non exempts de fâcheux revirements, que ces croulants manifestent devant les révoltes du Pakistan et d'Iran, où ils finissent toujours par applaudir, avec un bruyant soulagement le parti de l'ordre, il paraît bien difficile de leur prêter le regard d'aigle du conquérant !

Particulièrement sur la frontière d'URSS, l'exubérance, la ferveur, la jubilation généralement partagées en Iran, n'ont pas traversé les murs qui font des Etats des prisons, quand ce ne sont pas des asiles d'aliénés. Mais à travers les fissures si nécessaires à la complicité des gestionnaires, l'inquiétude est passée. Les pauvres de ces pays sont d'abord alarmés par cette inquiétude, car en partie ils croient leurs dirigeants, et en partie ils ont fait l'expérience amère que les inquiétudes de leurs dirigeants s'éteignent et se rassasient dans leur sang. Ils sont loin de voir l'Iran à leur portée. Ce qui s'y fait leur revient si déformé qu'ils n'arrivent pas à comprendre l'origine de la fébrilité grandissante de leurs hommes d'Etat. Mais ils finissent, insensiblement, dans cette angoisse sans raison par reconnaître un mensonge, une brèche. Leur orgueil et leur morgue se redressent, leur ton devient plus ferme. Ils se consultent à voix basse, puis la font entendre haute. En un mot, ils s'iranisent.

b) Turkménistan (Torkamânestân)

Lorsque vous lirez que les Turkmènes avaient soutenu le gouvernement Bakhtiyâr, traduisez : les indépendantistes nationalistes turkmènes. Aussi, à la chute de ce gouvernement se forme un "Centre Culturel et Politique du Peuple Turkmène" ainsi qu'un "Comité Révolutionnaire", tous deux à Gonbad-e Kâvus, car même les représentants du tribalisme, qui prétendent raviver le lustre des yourtes de feutre et le commerce des bonnets d'astrakan, se disputent désormais dans les villes, pour former des Etats.

Dès fin février 1979, à Bandar-e Shâh, de "graves affrontements" opposent les sunnites turkmènes aux shi'ites iraniens, pour changer le nom de la ville en Bandar-e Torkamân ou Bandar Eslâm : ce premier nom sera finalement concédé. Cependant, dans les campagnes, les nomades occupent les terres des riches commerçants shi'ites. Des renforts de gardiens de la révolution arrivent à Gonbad-e Kâvus, localité capitale de la région, pour soutenir le Comité Révolutionnaire. Le 26 mars, une affaire de contrebande de cigarettes met le feu à la ville. Il faudra attendre le 1er avril pour qu'elle soit "presque entièrement" reprise. Il y a 50 morts. Le 2 avril, les envoyés de Tâleqâni, devenu, depuis le Kurdistan, une sorte de chef de la diplomatie frontalière, négocient l'accord suivant : 1) transport des blessés, 2) démantèlement des barricades, 3) négociation pour la libération des otages, 4) maintien de l'ordre par l'armée, qui s'interpose entre les combattants.

D'un côté, la révolte urbaine et spontanée de la jeunesse, téhéranaise en actes ; de l'autre, pour endiguer une aspiration si vaste, le particularisme des chefs locaux. Contre ces excès révolutionnaires (révolutionnaire devient soit la tautologie qui signifie anti-Shâh, soit une opprobre calomnieuse), soutenus en personne depuis Téhéran, et par cette raison nécessairement infâmes, ces chefs locaux qui espèrent hériter de la région, récupèrent et canalisent une partie de la colère qu'ils ne craindront désormais plus. La jeunesse locale est maintenant divisée par un problème qui n'est pas le sien : soit elle collabore à l'intrusion des "gardiens de la révolution", cette néo-police, soit elle est réduite à ne plus que défendre, néo-police aussi, la boutique des aïeux. Voilà l'abrégé de ce qui a agité chaque province-frontière d'Iran en 1979.

c) Guilan (Gilân)

Six mois plus tard, le 14 octobre, à Bandar-e Anzali, les pasdarans tirent sur une manifestation de pêcheurs d'esturgeons, 16 morts. Le lendemain, non seulement les troubles continuent, mais ils gagnent Rasht. Voici une information qui se termine en queue d'esturgeon.

d) Azerbaïdjan (Azarbâyjân)

C'est à Tabriz que les combats de février 1979 semblent avoir été les plus longs et les plus meurtriers d'Iran. Puis les doutes qui ont surgi sur la durée et l'envergure de ces événements, si bien que leur affirmation est devenue hasardeuse, ont révélé, dans ce flottement de l'information, la distance insoupçonnée de la seconde ville du pays à la capitale.

Mais comme à Téhéran ou au Khouzistan, disputes entre comités rivaux, entre comités et administration, grèves, occupations de terres et d'usines, ont alarmé les gouvernements russes et turcs, peu habitués à des voisinages aussi remuants.

L'Azerbaïdjan est aussi la province de Shari'atmadari. C'est à Tabriz que s'installe la roue de rechange conservatrice du PRI, le PRPM, et le 23 avril 300 000 personnes y manifestent leur soutien à Shari'atmadari, publiquement traité de "diviseur" par l'exécuteur de basses oeuvres et de déclarations fracassantes du parti néo-islamique, l'âyatollâh Khalkhâli. A l'exception, cependant, de quelques troubles à Ardabil en avril, cette province (qui avait même acquis pour quelques mois en 1946, sous l'égide de Staline, une chimérique indépendance) pansait ses blessures de février dans une expectative lourde de menace et pleine de réserve. Ce n'est qu'en décembre que, fidèles à la réputation de lourdeur et de lenteur de leurs habitants, Tabriz et l'Azerbaïdjan détonneront à retardement.

6) FRONTIERE OCCIDENTALE

a) Kurdistan (Kordestân)

Comme l'Afghanistan va devenir le charnier qui obstrue la frontière orientale, comme c'est au Kremlin qu'on trouve la clé du verrou nord, le Kurdistan est le premier et principal écran de la frontière occidentale, qui va absorber toute la lumière de l'Iran.

Le Kurdistan a été la province vedette de l'Iran en 1979. Les pauvres de cette province ont été rapidement convaincus de se battre pour cette province au moment où les pauvres de Téhéran se battaient pour le monde ; c'est-à-dire, pour leur pauvreté, au moment où ceux de Téhéran se battaient contre leur pauvreté. Les autorités de Téhéran ont combattu les pauvres de cette province avec une vigueur telle qu'elles apparurent sous le jour sanguinaire et rétrograde que les informateurs étrangers étaient ravis de développer aux pauvres de leurs propres pays, et qu'elles renforcèrent l'opiniâtreté des Kurdes à se battre pour cette vieilleries qu'est le Kurdistan. Ce conflit n'était donc qu'en bordure de l'histoire, et sa place dans ce rapport ne sera donc pas proportionnelle au spectacle qui en a été fait, mais aux effets qu'il a eu sur la révolution iranienne.

Aucune langue ne ressemble plus à celle des Kurdes que celle des Baloutches, qui par le sang, sont leurs cousins les plus proches ; comme le Baloutchistan est divisé entre les trois Etats de la frontière orientale, le Kurdistan est divisé entre les quatre de la frontière occidentale de l'Iran (Iran, Irak, Turquie, Syrie) ; et comme les vallées, les troupeaux, les tribus, les chefs et les résistants afghans sont la guerre éternelle qui enlève le mouvement iranien à l'est, les vallées, les troupeaux, les tribus, les chefs et les résistants kurdes sont la guerre éternelle qui enlève le mouvement iranien à l'ouest. Car ce n'est ni pour empêcher, ni pour imposer un Etat moderne dans ces contrées oubliées que s'y déploient les plus meurtriers dispositifs répressifs. C'est pour arrêter là l'hémorragie du cœur. Les contemporains qui contemplent ces guerres du Kurdistan et d'Afghanistan sans savoir que c'est des rues de Téhéran qu'elles proviennent, sont comme ceux qui prennent la tumeur pour le cancer.

Depuis qu'en 1920 le traité de Sèvres leur accorde un Etat qu'ils n'obtiendront jamais, les Kurdes se sont trouvés des prétendants à la

direction de cet Etat. Depuis, ces fiers guerriers religieux et obéissants qui peuplent ces montagnes ont donné d'innombrables vies pour que ces quelques chefs en costume-cravate arrachent une frontière supplémentaire à l'Iran, l'Irak, la Turquie et la Syrie. En 1946, comme à Tabriz, Staline donna même un corps à ce rêve de valet, en patronnant une République de Mahâbâd pendant quelques semaines. Non seulement, même pendant cette brève colonisation, les Kurdes n'ont jamais réussi à parquer dans une même frontière leurs tribus mouvantes, mais les frontières des Etats, cela indique l'efficacité de ces frontières, ont toujours divisé leurs chefs : dans les années 70, les Kurdes d'Irak guerroyaient contre l'Irak avec le soutien de l'Iran, pendant que les Kurdes d'Iran guerroyaient contre l'Iran avec le soutien de l'Irak. Le résultat d'une politique aussi schildbourgeoise est le traité d'Alger en 1975, où le Shâh d'Iran obtient la reconnaissance de ses prétentions sur le Shatt el-Arab (confluent du Tigre et de l'Euphrate) en échange de sa renonciation au soutien des Kurdes d'Irak : on se figure la panique et la répression qui accompagnèrent la fermeture de la frontière d'Iran !

Enfin, en 1978, les Kurdes d'Iran, comme tous les habitants de cet Etat, s'insurgent contre le Shâh. Et, coïncidence, l'époque nouvelle y commence par la mort de l'ancienne : le 2 mars 1979, moins d'un mois après la chute de Bakhtiyâr, meurt dans un hôpital de New York, le vieux Barzani, chef le plus célèbre des Kurdes d'Irak, longtemps commis avec le Shâh, qui venait tout juste à Alger en 1975 de le sacrifier contre une qualité, comme un pion passé.

La première grande question, en mars 1979, qui agita le Kurdistan, n'avait rien de kurde. Il s'agit de la question agraire. La révolution iranienne, en dernier lieu, a gagné la campagne. Au Kurdistan, comme partout, devant la débandade des anciennes autorités, toutes commises à titres divers avec le despote déchu, les paysans occupent les terres des grands propriétaires. Ceux-ci relèvent la tête en embauchant, parmi leurs clientèles, des polices qui empruntent le nom de la nouvelle milice téhéranaise, gardiens de la révolution. Nous voilà au coeur de la grande question des campagnes, la répartition des terres. Elle est la grande question des petits conservateurs, léninistes qui préconisent de scabreuses alliances de classes, ou national-autonomistes qui établissent leur popularité en légitimant le vol des terres. Légitimer ce vol des terres, c'est arrêter l'occupation sauvage, dont la menace est bien plus grande parce qu'elle ne se satisfait pas de la terre. Illégitime, l'occupation est

toujours précaire et son principe contient une critique de toute légalité qui menace à tout moment tous ses tenants. Justifiée au contraire, l'occupation devient une fin en soi et arrête le mouvement. Ceux qui légitiment de pareils actes leurs imposent leur drapeau et lui gagnent des partisans. Le tour de passe-passe qui a transformé la dispute entre gueux des champs et valets des champs en dispute entre Kurdes et Iraniens est un des phénomènes les plus remarquables de la récupération, parce qu'on le rencontre dans presque toutes les grandes disputes modernes, et parce que, souvent, il demeure invisible tant il est prompt. Dans la révolution iranienne, le problème kurde est d'abord l'aliénation du problème paysan.

C'est pourquoi, dès le 2 mars 1979, où la presse rapporte un meeting du puant PDKI (iranien), légal après 33 ans de clandestinité, à Mahâbâd, auquel auraient assisté 200 000 "Kurdes", les chroniques ne reflètent et gonflent que la spectaculaire dispute entre récupérateurs locaux et nouvelles autorités téhéranaises, comme si, de savoir à quels valets ils seraient soumis était la question centrale des pauvres de cette région. Le 18 mars, les peshmergas ("qui affrontent la mort"), ces guerriers déjà presque guerilleros de la résistance kurde, avec l'aide des fedayines, s'emparent de Sanandâj (200 morts). Comme cette offensive paraît de gauche, (le PDKI se dit social-démocrate, les fedayines léninistes), Tâleqâni, le spécialiste du dialogue public gauche-néo-Islam, part négocier une "autonomie limitée", le 24 mars.

Cet accord n'est qu'une trêve : d'un côté, les peshmergas continuent à s'emparer de petites localités, et le Kurdistan boycotte massivement le référendum sur la République Islamique ; de l'autre, le 4 avril, Bâzargân retire la proposition d'autonomie, et annonce qu'aucune autonomie ne sera plus accordée à aucune minorité séparée. Le 20 avril, commence une semaine de combats, entre Kurdes et Azaris, dit-on, à Naqadeh, que l'armée calme par une centaine de morts. Pendant les trois mois qui suivent, la multiplication des escarmouches par les peshmergas, et des vexations par les pasdarans, ne suffiront pas, semble-t-il, à divertir les pauvres du Kurdistan des discussions téhéranaises sur la religion, le travail, et probablement même la baise, et de l'occupation des terres.

Une offensive militaire est donc décidée à Téhéran. Les deux signes avant-coureurs en sont le limogeage du général Farbod, chef d'Etat Major, le 21 juillet, qui connaissant bien l'état de sa troupe ne pouvait que s'opposer à ce qu'elle soit utilisée, et l'autorisation, le 22,

par le gouvernement turc à l'armée iranienne de prendre les Kurdes à revers en utilisant son territoire. Le 24 juillet, à Marivân, commence la guerre du Kurdistan, c'est-à-dire l'occupation par deux armées de la frontière occidentale de l'Iran. Un exode des civils et de forts combats ont pour but d'empêcher les gardiens de la révolution, soutenus par l'armée, de s'emparer de l'administration de cette ville. Un accord intervient : les pasdarans quittent la ville, les Kurdes y rentrent sans armes. Mais à la suite de l'expiration d'un ultimatum qu'ils ont posé pour obtenir d'homologuer leur propre police et pour faire juger le chef des gardiens de la révolution, 2 000 combattants kurdes attaquent Pâveh le 16 août (13 morts).

La seconde grave question téhéranaise dont la solution fut trouvée au Kurdistan, est la question du garant de l'ordre, née de la disparition de la SAVAK et de la décapitation de l'armée. C'est par les affrontements entre déshérités des campagnes et gardes des grands propriétaires qu'est né ce conflit "kurde" de 1979. D'un côté, les insurgés se sont vite retrouvés encadrés par les guérillas kurdes de l'époque précédente, de l'autre, les milices privées se sont transformées en milices publiques en prenant le nom de "gardiens de la révolution". Leurs homonymes téhéranais, haïs pour la téhéranie qu'ils exerçaient jusque dans les vallées les plus reculées dans le temps, et craints comme on pouvait y craindre un troupeau de moutons atteint par la rage, les vinrent soutenir, soulageant ainsi les rues et les édifices de la capitale de leur turbulente indépendance. Mais face aux peshmergas aguerris, connaissant le terrain, les pasdarans fondirent, appelèrent l'armée, se reformèrent sur ses arrières en tant qu'auxiliaires, et apprirent toutes les manières d'une armée en campagne. L'arrivée de l'armée au Kurdistan, fut une bonne chose pour les gueux de Téhéran, parce que les derniers restes d'une police d'Etat furent ainsi éloignés du véritable terrain de jeu ; et une mauvaise, parce que l'information dominante, en suivant (à la jumelle) l'armée au Kurdistan, prétendit non sans succès, éloigner le terrain de jeu de Téhéran. Mais cette vieille armée qu'envoyait ce nouvel Etat, pour lui remonter un moral qu'il savait bas, transportait en elle-même le mal qui l'avait fait éloigner de Téhéran : la troupe, qui refusait déjà la hiérarchie, refusa de se battre contre les Kurdes, déserta ou se mutina en masse. Il fallut aux gardiens de la révolution, bien étonnés, accomplir toutes les besognes dégoûtantes : roquets de garde de ce troupeau en débandade, commissaires aux armées, répression sommaire dans les bourgades reprises, troupe auxiliaire méprisée, chair à embuscade. Par la désobéissance de l'armée c'est Bâzargân et

le parti libéral, qui comptent sur les institutions d'Etat, qui se virent soudain privés de fusils, et par la suppléance des gardiens de la révolution, c'est le parti néo-islamique, veillant à n'avoir jamais plus d'une foulée de retard sur les débordements, qui trouva enfin les siens. Aussi la guérilla kurde, dont les différentes composantes s'étaient également entre-tuées, en février, au pillage des arsenaux, en s'éternisant dans la guérilla, parce que c'est la seule situation où son métier lui donne la certitude d'être obéie, fit-elle aux gueux de Téhéran ce préjudice incommensurable de réarmer, d'entraîner, et de réorganiser les combattants, esclaves et mercenaires, de leurs ennemis.

Le 17 août, c'est le Ramadan. Et Khomeyni va disputer le Pâveh aux Kurdes : dans un violent réquisitoire, il laisse 24 heures aux officiers, gagnés par l'insubordination des soldats, pour agir "énergiquement". Toutes les unités sont consignées. Le 18, Pâveh et Sanandâj sont reprises par les pasdarans (400 morts). Les 25 et 26, Sâqqez est à son tour dégagée de l'emprise peshmerga (160 morts). Le 27, une délégation kurde arrive à Téhéran, où elle négocie avec Tchamrân, Tâleqâni, Tabâtabâ'i : 1) cessez le feu, 2) rappel de Khalkhâli, tête de Turc de l'Occident, procureur islamique aussi débonnaire que cruel, 3) rappel des pasdarans, 4) fin d'exécution de prisonniers kurdes, 5) fin des offensives de l'armée, 6) conférence de paix. Le 27, 9 soldats sont exécutés pour indiscipline. Tout Kurde, tout fedayine et tout mojahedine trouvé en possession d'une arme sera exécuté sur le champ : voilà une bien belle proposition de guerre civile préventive, que les gauches dépassées ont manqué de saisir. Le 29 août, brutale fin des négociations par une condamnation publique des Kurdes en onze points par Khomeyni. Bukân tombe le 2, Pirânshahr, le 3, les contre-attaques kurdes sur Sâqqez et Bostân échouent. Mahâbâd est prise le 3 septembre, 600 morts. Les combattants kurdes quittent toutes les villes, se réfugient dans les montagnes, traqués par les Phantom de l'armée de l'air. Sheikh Hoseyn, chef religieux des Kurdes, et Qâsemlu, chef du PDKI, déjà tous deux nommément bannis par Khomeyni, s'enfuient en Irak, dont le gouvernement est sommé de fermer la frontière. 100 000 habitants (la moitié de la ville ?) fuient Mahâbâd devant les représailles des pasdarans.

Le troisième effet du Kurdistan sur la révolution iranienne tient dans l'hystérie anti-kurde qui a été provoquée à Téhéran. L'organe retrouvé de Khomeyni, sa véhémence toute fraîche, la censure des journaux qui l'a mise en valeur, la falsification et la calomnie sur les événements au Kurdistan, ont eu pour objectif, non pas de réduire ces

Kurdes, mais ces Téhéranais. Une propagande outrée, vulgaire, simpliste, nationaliste, haineuse, voulut faire de la petite dissidence kurde la grande menace sur la révolution, première grande mise en scène orwellienne. Les négociations entre arrivistes kurdes et arrivistes téhéranais sont rompues, parce que pour ces derniers, il vaut mieux la guerre que la victoire. Une guerre officielle rallie toujours les pauvres. Ceux qui refusent d'y aller, ceux mêmes qui parlent d'autre chose sont des traîtres, même en cette fin de siècle iranien. Les valets-vedettes (Shari'atmadari, Tâleqâni, Sanjâbi, Banisadr) apeurés par le canon de la voix de l'Emâm presque autant que par l'insécurité des rues qui l'a provoqué, condamnent les Kurdes à l'unisson de la xénophobie ambiante. Le martyrisme, resté sans objet depuis février, est réchauffé dans la casserole kurde : les jeunes les plus enthousiastes voient un ennemi unanimement désigné à leur élan. Mais si le battage fut grand, en Iran, et la contradiction nulle, si les mesures extraordinaires contre presse et gauche en furent facilitées, le gros du mouvement ne fut pas entraîné. Les désertions, les refus d'obéissance et de tâches répressives dans l'armée, la publicité des atrocités et des pillages commis par les pasdarans au Kurdistan, donnèrent à penser. Aussi les grèves continuèrent, les armes ne furent pas rendues, et les débats reprirent dans les rues de Téhéran, après un bref mais éloquent silence.

La suite des événements au Kurdistan, après l'exode de Mahâbâd, qui ne dura que trois jours, vit les affaires des autonomistes kurdes se redresser continûment. C'est une longue série d'embuscades, presque toujours contre les gardiens de la révolution, comme celle du 8 octobre, qui fut la plus retentissante : on annonça 72 pasdarans tués, et comme par hasard, c'est le nombre de martyrs de la bataille de Karbalâ, où mourut Hoseyn : il y eut deux jours de deuil et l'augmentation du service militaire de 18 à 20 mois : voilà comment les coups d'éclat kurdes permirent d'utiles expérimentations répressives au parti néo-islamique. C'est aussi une longue série d'offensives stériles de l'armée dans les montagnes. Ce sont encore de perpétuelles tentatives de négociations avortées, des petits chefs qui s'accusent, aussi bien chez les Kurdes (Sheikh Hoseyn, Qâsemlu, et les chefs plus anonymes du KOMALA, parti léniniste) que chez les néo-islamiques (le 17 octobre, Bahâdorân, envoyé de Khomeyni, accuse Tchamrân, chef des services secrets, devenu ministre de la Défense le 30 septembre, d'avoir armé féodaux et collabos contre la population ; l'armée, d'avoir provoqué la haine contre la République ; et les pasdarans, d'avoir massacré un village en représailles). Du 18 au

21 octobre, une nouvelle insurrection à Mahâbâd fait au moins 90 morts. L'armée fait le blocus de cette principale ville du Kurdistan, pendant que Foruhar, ministre de l'Intérieur, négocie en cachette une trêve, puis une interruption, le 29 octobre, de toutes les opérations militaires. Cette volte-face dans la politique kurde prouve que l'outrance et le radicalisme de façade, qui ne peuvent faire usage que tant qu'ils font illusion, sont en très peu de temps menacés d'être démasqués. Le 1er novembre, des milliers de manifestants dans les rues de Mahâbâd conspuent le gouvernement, et l'autre signataire de cette paix qui permet cette manifestation, le PDKI, s'y opposera avec vigueur. Ainsi, dès qu'ils relâchent leur guerre préventive, valets kurdes et néo-islamiques sont confrontés jusqu'au Kurdistan aux rapides progrès de la conscience. La mort dans l'âme, ils vont donc reprendre une guerre désormais perpétuelle, sans autre but que leur propre sécurité, celle de leur autorité, celle des Etats voisins, et, d'une manière générale, la défense du monde périmé auquel ils se sont vendus.

Pour espérer atteindre les buts initiaux de la guerre du Kurdistan, détourner l'attention des gueux d'Iran jusqu'à la profondeur atteinte par leurs perspectives, il faudra désormais un théâtre plus vaste, un spectacle plus grandiose, une guerre qui touche le monde.

b) Turquie

Pendant des siècles, l'histoire est entrée en Turquie par l'Europe, et s'y est embourbée au Kurdistan. Aujourd'hui, où c'est le contraire, l'éclairage inversé du temps y surprend, en premier, deux partis européenisants, complètement corrompus, qui se succèdent au gouvernement avec la seule intention d'y manifester une rapacité plus rapide que leurs concurrents. L'indice le plus spectaculaire des profonds remous que l'ambiance incontrôlée du monde y féconde, réside dans le nombre d'assassinats, dits politiques, qui après avoir doublé de 1977 à 1978, triplent de 1978 à 1979. Le 31 décembre 1977, la droite subit un vote de défiance au Parlement ; son chef, Demirel, démissionne, et Ecevit, chef de l'opposition, forme un gouvernement de gauche. L'indifférence profonde et réciproque des Turcs et de leur gouvernement s'interrompt, lorsqu'à Malatya, au bout de trois jours d'émeute (17-20 avril 1978), on accuse même les enfants de porter les armes : destruction de bâtiments publics, enlèvements et assassinats d'étudiants, le ministre de l'intérieur de gauche accuse la droite. L'information sera mieux étouffée pour des événements similaires à Elazig, Kars et Sivas. Puis, du 21 au 24 décembre, la majorité sunnite attaque la minorité alaouite à Kahraman-maras : 111 morts dans cette "insurrection contre l'Etat" comme dit Ecevit, qui en a la charge. Sunnites contre alaouites remplacent, dans les comptes rendus, le droite contre gauche désormais plus traditionnel de la vieille Europe, l'Iran s'insinue. Le 26 décembre, ce gouvernement de gauche, dont l'aspect le plus moderne est de faire une politique de droite derrière la feuille de vigne de son sigle, décrète la loi martiale dans 13 provinces, étendue à 19 dont 16 kurdes, le 25 avril 1979, cinq jours après un accord irako-turc anti-kurde. Mais tout continue. Ce même gouvernement de gauche, pour empêcher le défilé du 1er mai, décrète 29 heures de couvre-feu à Istanbul, à mon sens un record ; comme Ankara est aussi sous loi martiale, les combats ont lieu à Izmir, où la journée sacrée du travail sacré débute par 1 000 arrestations et s'achève par 1 500 autres. L'affranchissement des moeurs continue. L'exemple public en est donné au Congrès du PRP, parti au pouvoir, lors d'un pugilat de délégués, que seule l'armée parvient à interrompre. Deux jours plus tard, le général Evren, chef d'Etat Major de la même armée, menace de rétablir l'ordre manu militari, au nom d'une soi-disant tradition d'intervention de l'armée turque de ce siècle, dont le dernier exemple date de 1971. Mais la sanglante désagrégation de toute autorité continue. Malgré la loi martiale, à partir de février, on comptait déjà 20 "assassinats politiques" par semaine. Et par la loi

martiale, à partir d'octobre, l'Etat entre officiellement en tant que parti dans ces assassinats, en exécutant soudain les peines de mort. Alors que les Etats-Unis, dans leurs profonds calculs géopolitiques visant à la fois l'URSS et l'Iran, libèrent l'embargo d'armes que la Turquie avait mérité depuis la "crise de Chypre", toujours irrésolue depuis 1974, et se voient rendre en échange 4 de leurs 26 bases militaires, le gouvernement turc s'effrite : les députés changent volontiers de parti, avec l'insouciance de gens qui ont moins de comptes à rendre à leur base qu'à leur portefeuille, si bien que le 16 octobre 1979, Ecevit, redevenu minoritaire au Parlement, est contraint de laisser Demirel revenir, pour un temps, au cordon des affaires.

La Turquie peut être considérée comme cas exemplaire d'un Etat où la modernité s'infiltré à vue d'oeil mais dans l'impuissance, parce que dans l'ignorance complète du gouvernement, de ses administrés et des Etats étrangers. Il n'existe pas d'indicateurs sûrs de ce phénomène, à part peut-être les pillages de marchandises, accompagnant toute exaspération anonyme, quel qu'en soit le prétexte. En tous cas les chiffres des économistes, auxquels il manque les concepts de totalité, de qualitatif, de négatif, pour que leur histoire ait un sens qui ne soit pas immédiatement démenti par d'autres chiffres similaires, voire les mêmes, reflètent au mieux de leur pertinence le désordre de la gestion des marchandises. Les valets d'Etat, ici héritiers d'Atatürk, se croient et sont très loin des autres pauvres de cet Etat. Mais alors qu'ils se croient très loin *devant*, ils ne sont que très loin *à côté*, et un peu *derrière*. Fourbes, politiciens, occidentalisés, ils ont le dos tourné à l'irruption de la richesse qu'ils ont même un peu mauvaise conscience de croire dissimuler dans leur poche ; à ces innocents, les mains vides ! (Comme le parallèle entre l'Afghanistan et le Kurdistan, celui entre le Pakistan et la Turquie, par rapport à l'Iran, s'impose : Etats musulmans en conflit, d'un côté avec l'Inde, de l'autre avec la Grèce, les deux grandes portes du territoire de l'Islam ; leur pro-américanisme tiers-mondiste, leur frontière russe ; leurs ethnies rebelles, leurs urbanisations accélérées ; leurs hommes d'Etat corrompus, avec le PPP de Bhutto ou le PRP d'Ecevit ; leurs régiments d'émigrants qui ont accéléré jusqu'au vertige l'introduction du tourisme, de la marchandise, et de l'insoumission ; et, conséquemment, les poussées de révolte soudaines, furieuses et anonymes, aussitôt évanouies.) Les pauvres se modernisant de Turquie affrontent à travers leur mobilité grandissante le viol de leur conscience par un esprit dont ils ne veulent pas admettre l'indépendance, mais dont l'immense puissance les effraie, les humilie et les révolte. Et ils n'ont que mépris grandissant

pour les figures publiques à moitié auto-proclamées qui singent les tribuns du passé, avec des inflexions importées sans réflexion. Ainsi, la marche de l'aliénation pratique divise de plus en plus l'Etat de la société, médiatise de plus en plus son débat, et lui donne le ton de la négativité. L'esprit moderne se glisse dans toutes les têtes en commençant par se glisser entre les têtes. Il est donc nécessaire de remarquer que ce flottement des Etats, qui se manifeste par la migration grandissante des idées, des hommes et des choses qui les portent, par la séparation grandissante des individus entre eux, des institutions par rapport à leur contenu, des idéologies dominantes et de l'ambiance de ceux auxquels elles s'adressent, atteint au même moment l'Iran et tous ses voisins. Et il est donc logique de conclure, que cette même cause profonde, qui a produit de si grandes conséquences en Iran, en a également produit dans les pays voisins ; que, comme les mouvements des pauvres du Pakistan et de Turquie n'ont que peu amplifié la secousse iranienne, sans jamais en être la cause, cette secousse iranienne n'a qu'amplifié la réaction entre les pauvres au Pakistan et en Turquie, sans non plus en être la cause ; que le même séisme souterrain a provoqué des ravages dans tous les Etats, mais qualitativement différents selon les Etats ; et que ses mêmes et principaux acteurs, ne se sont pas reconnus comme tels, d'une frontière par dessus l'autre.

c) Irak et Syrie

Les deux grandes guerres entre Etats, dites mondiales, ont eu pour conséquence plus ou moins immédiate, d'étatiser le monde : ainsi, les grands Etats du monde, qui s'étaient formés par révolutions violentes, imposèrent cette forme de médiation sociale à des contrées en plein repos historique, à des déserts. Pas plus l'Irak que la Syrie ne regroupe-t-il un "peuple", une religion, une ethnie, encore moins un courant de pensée ou une activité générique qui justifie à quelque titre que ce soit ce regroupement. Ces Etats forcés, qui entretiennent bien utilement des valets de plume pour s'inventer une essence éternelle, sont en permanence l'objet des disputes indécises de leurs différentes parties constitutives, et le butin éphémère des chefs de ces divisions souvent bien plus anciennes que l'Etat qui leur sert de scène, bien plus rigide mais mieux éclairée, où la vie est presque toujours à l'abri de la représentation. Ces Etats s'avèrent donc des outils encombrants parce qu'inadéquats, plutôt que maniables, pour leurs fondateurs étrangers autant que pour les petites coteries locales qui les gèrent sur place. Le chahut permanent de cette classe d'intermédiaires entre les protecteurs étrangers et entre les habitants de ce pays, favorise des interrègnes excentriques et incommodes ; et surtout, comme dans les disputes de Chine Populaire, entraîne peu à peu, pour donner la supériorité à tel ou tel parti, ceux qu'il aurait fallu à tout prix laisser en dehors de toute histoire. Là encore (aliénation oblige, galope), les gueux deviennent plus modernes que les valets, sans que ceux-ci s'en aperçoivent ; et là encore, l'Etat moderne introduit des régions dans l'histoire, en les rendant ingérables, donc au contraire de ce qui était prévu par les puzzlologues décolonisateurs qui les ont fabriqués.

Aussi depuis l'"indépendance" qui les a divisés par Etats, les chefs d'Etat arabes ne rêvent-ils que d'unité. Ce sont souvent de petits putschistes, vainqueurs dans leurs tribus ou partis, puis vainqueurs dans leurs Etats et qui joueraient bien la finale pour s'imposer à tous les arabes. De multiples tentatives d'accouplement entre Etats arabes jalonnent tout le troisième quart de ce siècle. Aucune ne dure, parce que, à court terme, une telle union verra forcément la victoire de l'un et la défaite de l'autre des deux arrivistes du départ. Et comme au moment du mariage les chances ne peuvent plus être égales, le plus faible, généralement, divorce avant le mariage. En octobre 1978, le nième projet de ce genre éclot entre la Syrie et l'Irak, irréconciliables jusque-là. A la base de cette fusion, les généraux Bakr, chef de l'Etat d'Irak, et Assad, de Syrie, s'étaient découverts des intérêts

complémentaires. Bakr, qui avec l'Irak apporte la plus grosse part et qui est le plus vieux, sera sultan jusqu'à sa retraite et aura la gloire de l'unification ; Assad se contentera, en proportion à sa dot et à son âge, d'être grand vizir, et héritier universel. Alors que le premier rêve d'un crépuscule de vie doré dans les voluptés de la gloire, le second calcule l'annexion d'un pays plus grand que celui qu'il a déjà sous sa botte, au prix de quelques années de patience, dans une excellente position, ni trop obscure, ni trop exposée. Je m'excuse qu'il s'agit ici, en plein milieu et à quelques kilomètres de la plus féroce poussée anonyme de l'histoire, de s'intéresser encore à des combinaisons de satrapes, à des affaires individuelles ; par ailleurs cela éclaire fort bien les décalages auxquels notre époque, qui par instants communique l'impression d'un mouvement uniformément rythmé, est soumise. Ce mariage de raison entre les deux généraux Bakr et Assad est, de plus, soutenu par leur fournisseur d'armes commun, l'URSS. Comme entre Somalie et Ethiopie, les archontes de Moscou préconisent d'unifier leurs deux marchés, craignant toujours devoir choisir. De plus, la frontière occidentale iranienne, dont ils commencent à se préoccuper, leur paraît plus hermétique si le tampon irakien est doublé du piston syrien. Au nom du principe qu'il vaut mieux un allié solide que deux alliés médiocres, de plus ennemis, ces poussiéreux vieillards trahissent l'infirmité de leur vue en fermant les yeux sur la chasse aux communistes qui vient de commencer en Irak.

Car l'hymen projeté entre Irak et Syrie est par ailleurs comme un noeud qu'on essaierait de faire entre deux sacs de noeuds. Bakr et Assad sont chacun chef du parti unique dans leur pays, et, curiosité, c'est le même dans les deux pays : le parti Baas, panarabe et socialisant. Mais alors qu'en Irak c'est l'aile gauche du Baas qui est au pouvoir, en Syrie le putsch d'Assad en 1970 était justement un putsch de l'aile droite contre l'aile gauche (qu'on ne s'arrête pas à ces dénominations ronflantes mais creuses : il n'y a pas plus de différences entre aile gauche et aile droite qu'entre Bakr et Assad) : d'où l'irréconciliabilité, jusque-là, entre Irak et Syrie. Ensuite, les chefs du Baas irakien sont sunnites dans un pays à majorité shi'ite ; et les chefs du Baas syrien, shi'ites (alaouites) dans un pays à majorité sunnite. Ces quelques contradictions, qui pour les fiancés passent pour des complémentarités, vont redevenir des obstacles infranchissables sous l'impulsion des jaloux.

En effet, si la lune de miel semble être de l'intérêt des deux dictateurs, elle n'est de l'intérêt que des deux dictateurs. Prenons

l'exemple du numéro deux irakien, Saddam Hussein, qui soudain se retrouve numéro trois, ce qui à ce stade de la compétition est inacceptable, et qui d'ailleurs équivaut à un pied dans la trappe à partir du moment où le Syrien Assad, qui saura préférer les siens, a une fesse sur le trône. Ce numéro deux irakien, qui se voyait bientôt numéro un irakien et qui se retrouve soudain numéro zéro irako-syrien, va donc manoeuvrer de toutes ses forces contre l'union. Il s'attaque d'abord au PC, allié du Baas, mais qui soutient plutôt Assad que lui. D'ailleurs si cela pouvait fâcher l'URSS, ce serait déjà un premier pas contre le mariage. Pour les armes, peu importe, ce ne sont pas les fournisseurs qui manquent. Aussi, de purges en purges, les communistes passent du gouvernement à la clandestinité. Ensuite Hussein attaque les Kurdes, et il est raisonnable de supposer qu'il finance leurs divisions : plus les troubles fomentés en Irak sont complexes, moins Assad aura envie de les épouser. Et Hussein retarde la noce. Puis, puisque l'URSS demeure insensible aux malheurs des communistes irakiens, Hussein prétextant l'alliance de l'Irak avec la Somalie (quelle ironie), se défait de celle de l'URSS, rejetée sur la seule Syrie. Et le 16 juin 1979, l'Iran se fait sentir, c'est le massacre de 63 cadets, alaouites comme Assad, à Alep en Syrie, ce qui est en même temps un spectaculaire applaudissement du massacre de Kahramanmaras, et dont Hussein, s'il n'en est pas l'auteur, en demeure néanmoins le principal bénéficiaire. Enfin, le 16 juillet, Hussein met à la retraite le général Bakr, maintenant heureux de s'en tirer si bien, et qui démissionne de la direction de l'Etat et du parti pour "raisons de santé". Le 28, pas même deux semaines après s'être emparé de toutes les prérogatives de la dictature, Hussein démasque un complot dans la plus pure tradition stalinienne, éteint ainsi tout murmure contre sa propre famille unanimement haïe, et en accuse bien sûr Assad et la Syrie. Mais déjà l'Iran rappelle à la réalité tous ces révolutionnaires de palais.

Du 30 août au 2 septembre 1979, le seul port de Syrie, Latakia, est fermé par l'émeute. Son prétexte et sa limite semblent avoir été la dispute alaouite-sunnite (autant qu'on puisse en croire une presse avide d'exalter des disputes confessionnelles orientales, nouveau filon médiatique à la mode, appuyé sur le background iranien et les précédents de Kahramanmaras et d'Alep), mais sa forme et son contenu sont ceux des pauvres modernes qui s'insurgent contre l'Etat et pillent les marchandises. Il faut 2 000 soldats pour en venir à bout, et on avouera 12 morts. En Irak, le vent frais d'Iran entretient les brasiers allumés par Hussein pour s'emparer de l'Etat : au nord, les

Kurdes, gagnés par l'exemple de ceux d'Iran, et par la crainte que le nouveau dictateur ne supprime leur espèce d'autonomie, ont repris les armes, rejoints par la guérilla communiste ; au sud, les shi'ites, fascinés, en même temps que poussés par la République Islamique, se réveillent en temps que communauté : Hussein fait arrêter l'âyatollâh Bakr el-Sadr et exécuter les chefs shi'ites du Baas irakien, accusés d'avoir organisé le complot du 28 juillet pour le compte de la Syrie d'Assad.

Exécérés par tous leurs administrés, ces néo-despotes n'ont pas vraiment entendu dans les vociférations de plus en plus nombreuses et inintelligibles des nouvelles générations le gong du dernier chapitre de l'histoire personnelle des sous-officiers arrivistes comme eux. Déjà la menace de débordement du Khouzistan, étrange et incompréhensible, fait que Saddam Hussein masse ses troupes derrière cette frontière trop poreuse. Mais au lieu d'en être remercié par les nouveaux valets d'Iran, il en est violemment apostrophé. Au sommet d'une carrière brutale, ces hommes qui se croient nouveaux, représentent déjà le passé des hommes.

d) Khouzistan (Khuzestân)

Comme le Kurdistan, le Khouzistan a été en 1979 le théâtre de l'affrontement entre les pauvres qui y vivent et les nouveaux valets qui y prétendent gérer. Mais au Kurdistan, les pauvres les plus combatifs sont paysans alors qu'au Khouzistan ils sont ouvriers. C'est pourquoi au Kurdistan le nationalisme local a absorbé et détourné le conflit entre gueux et valets, alors qu'au Khouzistan ce fut l'inverse : la dispute des ouvriers remorqua toujours le problème de la région. De tout cela il a été suffisamment question quand il s'est agi d'illustrer le refus du travail, qui y a été exemplaire.

7) DE L'ATTITUDE DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE HORS DE SES FRONTIERES

L'Iran n'a pas, à proprement parler, de politique étrangère en 1979. La violence des remous à l'intérieur, n'autorise aux nouveaux dirigeants aucun principe, aucune conduite, aucune équipe suivis. Aussi, ce qui est perçu de l'Iran hors de ses frontières, n'est pas une politique ou une diplomatie, mais davantage une attitude, quelques effets, quelques décisions subites et isolées, et une image. L'Iran en 1979 ressemble à un rodéo : d'un côté, les nouveaux valets, uniquement préoccupés à se maintenir, alternant vociférations et flatteries, coups d'épéon et gestes désordonnés ; de l'autre, la bête sauvage qui rue ; autour, les barrières ; derrière les barrières, parfois juchés dessus, les spectateurs.

Le premier acte, ferme et radical en apparence, n'était que du vent : Arafat, chef de l'OLP, fut le premier visiteur officiel en Iran après la chute de Bakhtiyâr. Mais ce rusé politicien se méfia vite d'aussi impétueux et imprévisibles protecteurs. Habitué à être reçu en cachette, pour être soutenu en cachette, il fut, pour une fois, reçu comme un chef d'Etat pour n'être pas du tout soutenu. Et, de fait, l'Etat d'Israël, injurié en Iran, mais nullement inquiété, continua d'occuper la Palestine, et les Palestiniens, des camps.

L'Etat iranien était dans la difficile situation internationale de tout Etat issu d'une révolution : en rupture avec tous les autres Etats, puisque tous les autres Etats avaient soutenu, d'une façon ou d'une autre, le régime précédent. Depuis l'arrivée de Yazdi aux "Affaires étrangères" (23 avril), de nouveaux responsables du dialogue avec les autres Etats remplacent peu à peu les traditionalistes du Bazargang : ils sont peu connus, connaissent peu ou font peu de cas de la complexe étiquette internationale, ont des moeurs, des titres, des conceptions inconnues, en un mot, effarouchent. C'est de s'être maintenus en selle sur le dos de la bête qui leur permet de crotter les parquets des salons du monde. Et ils y parlent haut et fort, en écho affaibli des rues de Téhéran, où ils ont appris à parler, et où l'on parle plus haut et plus fort que nulle part ailleurs. Ainsi rejettent-ils avec véhémence, et tous les jours, toute alliance avec un pays "impérialiste", comme l'athée et matérialiste Union Soviétique, ou les Etats-Unis, protecteurs du Shâh et "Grand Satan". Mais autant cette fermeté de vacher parmi les fonctionnaires effarouche, autant la force physique non dénuée d'une

certaine habileté de ces dresseurs les plus modernes, attire. D'ailleurs de nombreux hommes d'Etat préfèrent être protecteurs ou amis de ces brusqueries, plutôt que cibles, et leurs économistes calculent que l'Iran est un juteux marché, à prendre. Et plus l'Iran s'isolait de tous les Etats, plus tous les Etats courtisèrent l'Iran. La palme, sans fruits, dans la bassesse, y revient à Hua Guofeng, revenu fin juillet s'excuser platement de sa chaleureuse visite de l'année précédente, au Shâh d'Iran.

Mais sentant bien que l'admiration dont ils sont l'objet au-delà des barrières dépend de la gestion de cette force non docile qu'ils ont sous eux, et non pas l'inverse, libéraux et néo-islamiques qui parlent en son nom, sont partagés entre deux techniques de bridage, que certains d'entre eux essayent même de marier. Le nationalisme iranien, quoique rappelant un peu le Shâh, mais tiers-mondiste (c.-à-d. anti-impérialiste, anti-américain, anti-marxiste), fait effet sur la rue, notamment lorsqu'il s'agit de s'en prendre aux immigrés afghans ou aux séparatistes kurdes, et soutient l'unité de l'Etat, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières ; le panislamisme, cohérent avec le Velâyat-e Faqih, seyant comme des oeillères aux lois qui immobilisent le sang de la vengeance et des moeurs, fait miroiter l'Iran, seul pays à franche majorité shi'ite, à la tête d'une troupe disparate d'Etats sunnites, comme jadis le prophète était à la tête de quelques tribus guerrières égarées. Aussi, ces deux conceptions de l'attitude de la République Islamique, nourrissant plus de contradictions que d'identité, en elles et entre elles, restreignent autant son action au-delà des frontières, qu'elles augmentent sa réaction à l'intérieur. Et on imagine que les chefs d'Etat voisins, autant face à ce néo-nationalisme islamique qu'à ce néo-panislamisme iranien, sourcillèrent singulièrement !

Ce fut donc un grand service que de reprocher aux valets iraniens, si empruntés à définir leur place dans le monde, d'"exporter la révolution". Ils s'en firent un titre de gloire auprès des gueux d'Iran. Car qui exporte la révolution la fait, mieux, la porte, en est donc la vérité. Dans "l'Iran exporte la révolution", les gueux se rassurent parce qu'ils entendent "Révolution", et croient leur plaisir déborder librement au-delà des frontières avec la complicité des garants de ces frontières ; et les valets du monde entier se rassurent, parce qu'ils entendent "l'Iran exporte", ce qui signifie l'Etat contrôle enfin ces jaillissements trop puissants, comme un préservatif. Sans nul doute, les valets iraniens continrent mieux et plus vite la pensée de leurs

gueux hors de leurs frontières qu'à l'intérieur. Aussi, à la panique de leurs collègues étrangers succède rapidement le soulagement, puis un vif agacement. Car cette transformation de la révolution en "exportation de la révolution" (d'ailleurs, les gueux d'Iran, qui ont fait preuve, sur ce point, d'une coupable inattention, auraient déjà du s'alarmer du terme "exportation" qui entretient un respect infini des frontières, absolument contraire à l'impérieux mouvement des hommes, aseptisé comme une opération médicale ou économiste : aucune révolution ne s'exporte, au pire elle se répand) a été la transformation d'un vaste mouvement de la pensée en idéologie islamique d'Etat. Cette aliénation était incontournable dans la mesure où le mouvement iranien, quoique tu, ne pouvait être anéanti. Et l'exportation de la révolution est en vérité l'exportation, comme un moindre mal, de la part non retenue de cette révolution, mais atténuée et déformée par son emballage néo-islamique d'Etat, assortie de virulence devenue inauthentique, son symbole et son image, son filtre et son frein. De sorte que, voyant le danger de la révolution se transformer en incommodes leçons de doctrine, tous les autres Etats, surtout à population musulmane, surtout voisins de l'Iran, crièrent au scandale. D'autant plus que ce qui en germa sur leur sol ne fut plus un ouragan de gueux, mais la mauvaise herbe de valets néo-islamiques, qui, s'ils n'étaient pas dangereux pour la société, l'étaient pour tous les autres valets. Quant aux gueux de la plupart des pays, ils ne virent la révolution iranienne, qu'à travers son exportation, comme un Etat, radical et islamique, vision qui leur fut incroyablement grossie par tous les services d'information ennemis, et dont les gueux eurent bien évidemment horreur, rejoignant en cela, sans le savoir, leurs alter ego iraniens.

La seule activité suivie de la République Islamique au-delà de ses frontières a donc été la traque des dignitaires de l'ancien régime. Elle se fit, comme celle d'Israël contre les anciens "criminels de guerre nazis", sous deux formes : demandes d'extradition officielles, dont aucune, à ma connaissance, n'eut de succès, et menace d'envoi de commandos pour liquider telle ou telle personnalité, qui n'eut pas non plus le moindre résultat. Cette double façon d'agir, plus que son impuissance, reflète l'édulcoration de la vengeance, qui occupe alors le pavé de Téhéran. Le Shâh, principale revendication de cette politique, qui fuyait de pays en pays (Egypte, Bermudes, Mexique), était devenu impotent d'amertume et de dépit, ce qui se manifesta par un cancer. Le 22 octobre 1979, il fut hospitalisé à New York. La rage de le voir admis et soigné chez ses anciens protecteurs américains, fut

exploitée et amplifiée par la propagande néo-islamique, ravie d'offrir à son violent public une cible moins controversée et plus éloignée que le nouvel Etat iranien, qui commençait à être menacé. Le 1er novembre 1979, journée du "sacrifice" et de la "lutte anti-impérialiste" (on remarquera que ces slogans réconcilient le néo-Islam et la gauche), 1 500 personnes déjà scandent "Mort aux Américains" devant l'ambassade des Etats-Unis.

